

Le congrès Québec solidaire de la fusion indépendantiste

Ou comment sacrifier l'indépendance sur l'autel capitaliste

Dans le discours de fin de congrès de Gabriel Nadeau-Dubois (GND), « [s]es attaques ont ainsi été dirigées contre ses principaux adversaires politiques : le Parti libéral et la Coalition avenir Québec, présentement en tête des sondages. Il n'a même pas pris la peine d'évoquer le Parti québécois. » de constater Radio-Canada¹. *Ite missa est*. Un point de l'entente avec Option nationale (ON), minuscule parti ultra-indépendantiste, votée à plus de 80%², garantit la continuation des négociations, restées « sur table », avec le Oui-Québec. Cheval de Troie du PQ dans le mouvement populaire, le Oui-Québec se tient à l'écart de ce mouvement comme l'a souligné un intervenant qui en a fait l'expérience. Par ce chemin alambiqué, la main est tendue au PQ en autant qu'il ne tombe pas en déliquescence d'ici les prochaines élections. Cette fois-ci, cependant, le rapport de forces devrait être plus favorable à Québec solidaire (QS), au point de peut-être même assurer son hégémonie. Le rêve de la direction du camp indépendantiste par la gauche serait alors à portée de la main.

Reste que la traduction en votes de cette fusion s'annonce au final modeste si l'on se fit aux aléas de la partielle et des sondages post-GND. La partielle de Louis-Hébert³ que confirme le dernier sondage du début décembre montre une stagnation de QS à un niveau quasi pré-GND pendant que le PQ dégringole la pente⁴. Tout l'espace laissé vacant par l'insatisfaction envers les Libéraux de l'austérité est abandonné à la droitière et identitaire CAQ qui propose la familière et moite sécurité du blanc cocon familial sur le dos des femmes, le tout délivré du soi-disant joug étatique... sauf celui sécuritaire. L'électorat populaire attend toujours un projet de société à-gauche-toute dont l'indépendance soit partie intégrante. L'indépendance est certes une réponse stratégique à l'oppression nationale inhérente à l'histoire du Canada⁵, un point occulté chez les Solidaires. Pour la majorité populaire elle est aussi et surtout une réponse à la mainmise du capital financier de Wall Street et Bay Street, que calque celui fleurdalisé, avec ses conséquences délétères d'austérité et d'extractivisme, pétrolier ou non.

« Entente de principe » qui fait dire oui à l'indépendance droitière de ON

Ce n'est pas le point de vue d'ON. L'entente de fusion dit « *de principe* »⁶, plus qu'une simple fusion, offre plutôt un nouveau logo sur le couvert de la petite bible d'ON « *qui fait dire oui* » à l'indépendance droitière maximisant les « *avantages concurrentiels* » du Québec. Cette indépendance fleurdalisée offre en pâture les ressources naturelles nationales, y compris « *nos cerveaux* », au marché global⁷. Racisme et féminisme y méritent un silence assourdissant⁸ tout comme les personnes âgées. Cet opuscule, les Solidaires se sont engagés à le diffuser avec à l'avenant porte-parole officieux ON et « université » annuelle sous son contrôle. Par contre, ni l'entente ni le congrès n'ont pris d'engagement similaire pour la propre plateforme électorale 2018 du parti ou pour son programme maintenant complet. Il n'y aurait

1 Radio-Canada, [Québec solidaire se dit prêt pour les élections et pour « transformer le Québec »](#), 3/12/17

2 Chez l'opposition, il y avait les tièdes à la cause indépendantiste, les démocrates ultra-sensibles avec lesquels je sympathise et les défenseuses conséquentes, j'en suis, de l'indépendantisme qui conjugue stratégiquement libération nationale et émancipation sociale.

3 Dans cette circonscription de la banlieue cossue de Québec, la CAQ conquiert facilement un bastion Libéral pendant que le PQ pique du nez. Le vote de Québec solidaire y stagne à 5% par rapport à la dernière élection générale pendant que celui au départ très marginal d'ON s'effondre relativement des deux tiers alors que le minuscule et non-médiatisé Parti conservateur, scission droitière de la CAQ, en multipliant son vote relatif par cinq quitte la catégorie des moins de 1% avec ON pour se hisser à celle des ± 5% avec QS.

4 Guillaume Bourgault-Côté, [Rien ne va pour Lisée et le PQ, selon un sondage](#), Le Devoir, 2/12/17

5 Marc Bonhomme, [Perspective québécoise : nation et impérialisme néolibéral](#), ESSF, juin et septembre 2004 : Voir en particulier le paragraphe « *La centralité stratégique de la question nationale québécoise au Canada* ».

6 Québec solidaire, [Entente de principe entre Québec solidaire et Option nationale](#), 5/10/17

7 Voir sur mon site, [Le livre qui fait dire oui à un Québec concurrentiel sur le marché global](#), 26/11/17, texte que Presse-toi-à-gauche a refusé de publier même s'il faisait pleinement partie de son dossier sur ON et qui aurait été le seul à faire une critique du « Livre qui fait dire oui » promu par l'entente de fusion.

8 On comprend mal le silence de la Commission femme du parti à propos de l'entente de principe avec ON.

rien à craindre prétend le flanc gauche de la direction du parti : « *Les concessions organisationnelles ou la précipitation du processus qu'on peut contester sur la forme comme sur le fond ne font pas le poids devant la nécessité politique de cette fusion.* »⁹

Quelle est cette « *nécessité politique* » risque-tout ? De dire le porte-parole de ce flanc gauche : « *Parler d'indépendance, c'est refuser la domination économique et le pillage de nos ressources naturelles par les multinationales étrangères. C'est imposer le contrôle populaire sur nos milieux de travail, [...] C'est refuser de se plier aux diktats du libre-échange* »¹⁰ ... soit exactement le contraire de l'indépendantisme ON qui devient celui de QS si on se fie au libellé de l'entente. En conclure que cette fusion permet de « *s'orienter vers un anticapitalisme conséquent, vers l'écocialisme* » comme l'affirme sans rire l'éditorial de l'organe de cette gauche non critique relève d'un saut périlleux quittant le cap de l'indépendantisme internationaliste conforme à la fondatrice déclaration de principe Solidaire¹¹ vers l'abîme identitaire et sexiste de l'indépendantisme nationaliste.

De quelle classe, de quel secteur social Québec solidaire est-il le porte-parole ?

D'aucuns prétendent que quelque soient les concessions faites, QS saura les digérer suite à d'intenses débats¹². En un mot, ON se serait laissé prendre dans un piège à homards à la Parizeau. Ce serait de la part de la direction QS une méthode cynique typiquement politicienne à l'encontre de la transparence. Vaut mieux plutôt faire l'hypothèse que cette direction souhaite cette réorientation¹³ ce que l'on pouvait pressentir avec la venue de GND qui a correspondu avec le retournement de ses collègues de la députation selon ses dires¹⁴. Il a bien soin dans cette entrevue de rappeler qu'avec la fusion on se « *rapprochera de la "feuille de route" et nous pourrons retourner à la table du OUI-Québec avec une position renouvelée et claire.* » Est-ce que cet enthousiasme signifie que QS, « *trop identifié à la défense des intérêts de groupes particuliers* », s'incrusterait plus chez les dites classes moyennes, que sans « *rien céder dans la lutte contre la pauvreté* », il défendra davantage le « *"bien commun"* », raconte-t-il en rappelant le dépôt de leur projet de loi sur la nécessité de taxer le commerce en ligne, conjointement avec le propriétaire des magasins Simons. »

On comprend la raison d'être de cette entrevue à la une de l'édition papier de décembre 2017-janvier 2018 du journal de la gauche péquiste. Celle-ci commence à dérouler le tapis rouge pour peut-être un retour électoraliste de l'alliance nationaliste, souhaitée éperdument par le chef du PQ, et un retour stratégique au référendum avant les Calendes grecques cette fois-ci par le biais de l'Assemblée constituante¹⁵, quitte à changer le chef du PQ. Allant dans le sens du chef de file de la gauche péquiste, GND revient « *sur les événements en Catalogne, qui dévoilent, selon lui, "la nature profondément*

9 Presse-toi-à-gauche, [Contre les partis de l'oligarchie, pour l'unité de la gauche indépendantiste !](#), 28/11/17

10 André Frappier, [Le Québec, maillon faible de l'État impérialiste canadien](#), Presse-toi-à-gauche, 5/12/17

11 Québec solidaire, [Nos principes](#), sans date (adoptés au congrès de fondation de février 2006). Dans l'énumération des « *valeurs fondatrices* » de l'introduction à « *L'entente de principe* » avec ON, écrite par le parti, le mot « *progressisme* » est substitué à celui « *gauche* » pendant que « *indépendantisme* » l'est à « *souverainisme* ». Est-ce un hasard ou un vilain tour de l'inconscient ?

12 Bernard Rioux, [Le congrès de Québec solidaire : rassembler la gauche indépendantiste pour en faire une alternative véritable](#), Presse-toi-à-gauche, 6/12/17. Affirmer tautologiquement que « *[l]a fusion offre un cadre de débats et d'actions communes à la gauche indépendantiste, elle ne ferme pas les débats politiques* » n'a pour seul but inavoué que de noyer le poisson du recul politique de l'entente, recul nullement pris en considération. En avouant plus loin que « *la rhétorique sur la "grande famille souverainiste" qui nous a été parfois présentée dans ce congrès devra être clarifiée* », l'auteur laisse pourtant voir ce recul. Il n'est pas innocent que l'« *identification des propositions les plus pertinentes à avancer dans la campagne électorale* » n'ait pas été laissée au congrès sous prétexte de stratégie communicationnelle.

13 L'élection sans opposition, lors du congrès, des responsables aux orientations et à l'environnement n'a rien de rassurant quant à l'état de la démocratie interne du parti. D'autant plus que les deux personnes élues sont pour l'un un chaud partisan de la fusion avec ON et de l'ajustement concomitant du programme garanti dans l'entente de fusion, et que l'autre est loin d'être opposé au marché/taxe carbone supprimés de la plateforme 2018 par la Commission politique dont il devient membre et que le premier préside.

14 Pierre Dubuc, [Entrevue avec Gabriel Nadeau-Dubois](#), L'Aut' Journal, 29/11/17. Dans cette entrevue, GND en profite aussi pour darder l'ancien président du parti et son premier député élu. N'y aurait-il que lui qui aurait un parcours sans faute ?

15 Ce serait l'occasion pour le SPQ-libre de ressusciter sa proposition de référendum d'initiative populaire qui avait un moment titillé la direction du PQ (Marc Lavolette et Pierre Dubuc, [Un référendum d'initiative populaire sur la souveraineté](#), L'Aut' Journal, sans date)

révolutionnaire du processus de l'indépendance, qui implique une rupture avec le régime politique dominant". Pour lui, le processus catalan démontre que « “[l]es forces politiques qui vont mener le peuple québécois vers l'indépendance vont devoir avoir le potentiel de générer une forte mobilisation sociale” ». Amen. La déconnexion entre le projet de société droitiste promu par « l'entente de principe » et la rupture inhérente à l'indépendance est totale.

L'unilatéralisme réussi dépend de la dynamique indépendantiste et du projet de société

La direction du parti a invité deux (ex-)députées de la gauche anticapitaliste catalane¹⁶, accueillies fort chaleureusement, pour amalgamer la stratégie de la fusion et la stratégie de cette gauche chez elle. L'unilatéralisme de leur déclaration indépendantiste suite à leur référendum arraché par la mobilisation contre la répression de l'État espagnol post-franquiste justifierait l'unilatéralisme de la constituante dite fermée de QS à l'encontre de la décision de son congrès de 2016. Cette comparaison mécanique ignore une dynamique et un état des rapports de forces qui sont aux antipodes l'un de l'autre. Au Québec, l'appui à l'indépendance ne cesse de décroître pendant que les partis indépendantistes, pris en un bloc, plongent dans les sondages depuis au moins la mi-2017 sur fond de morosité sur le sujet depuis le début du millénaire. Depuis 2006, le 'oui' dépasse rarement 40% dans les sondages¹⁷ y compris le dernier sur le sujet, sauf erreur, qui donne à peine plus du tiers¹⁸. Plus structurellement et plus inquiétant est la désaffection de la population, surtout des moins de 24 ans, pour le « *débat constitutionnel* »¹⁹. Tout autre est la dynamique catalane.

L'ultra centralisateur État espagnol, n'a jamais accepté le compromis autonomiste de la constitution post-Franco de 1978 et encore moins le statut autonomiste de 2006 approuvé par référendum. Son invalidation partielle par l'Espagne en 2010 déclencha en Catalogne une vague de mobilisation qui permit à l'indépendantisme de damer le pion à l'autonomisme sans jamais cependant atteindre la majorité de l'opinion. Cette vague aboutit au référendum sur l'indépendance de 2014 déclaré illégal par l'Espagne ce qui provoqua les élections de facto référendaires de 2015 en Catalogne. En résulta un gouvernement majoritairement indépendantiste, mais avec un peu moins de 50% des votes, dirigé par la droite, issue d'un gouvernement précédent très austéritaire, soutenue tout de même par la députation de la gauche anticapitaliste, la CUP. Poussé par d'immenses manifestations, par la gauche indépendantiste, par une majorité de municipalités et par de nouvelles organisations de masse, ce gouvernement déclencha le référendum fortement réprimé du 1/10/17 gagné par le 'oui' à 90% sur la base d'un taux de participation de 42%.

La mobilisation populaire appuyée sur des organisations de masse et des comités de base a permis la victoire référendaire puis des blocages relativement réussis ont bonifié ce soutien. On n'en constate pas moins aujourd'hui une défaite carabinée²⁰ qui n'est cependant pas la fin de l'histoire. Si la sévère répression à la mode franquiste a suffi à provoquer l'ire indépendantiste des « de souche » catalans, prolétariat et petite bourgeoisie confondus, l'absence d'un projet de société ne rallie pas à la cause une bonne moitié du peuple catalan. Cette bonne moitié inclut la majorité du prolétariat manufacturier et des services non publics, lequel prolétariat est issu en grande partie de l'immigration interne et externe. Il comprend même une partie significative de la gauche radicale à la tête de la municipalité de

16 Jean-Luc Mélançon, aussi invité, s'est désisté à quelques jours d'avis. J'é mets l'hypothèse que plus perspicace que la direction Solidaire, il ne tenait pas à côtoyer la députation invitée de la CUP qui ne substitue pas à la révolution sociale la soi-disant révolution citoyenne.

17 Wikipédia, [Souverainisme au Québec](#), visité le 8/12/17

18 Sondage Léger, [La politique au Québec](#), Le Devoir, 18/03/17

19 Sondage Léger, [Résultats détaillés](#), Le Devoir, 24/06/17

20 Josep Maria Antentas interviewé par Dan La Botz, [Whither Catalonia? An interview – On the struggles in Catalonia and the Spanish State](#), New Politics par ESSF, 8/11/17 : « Depuis la proclamation de la République espagnole le 27 octobre, le gouvernement catalan était totalement paralysé. Il n'a jamais pensé que les choses iraient si loin et ne prévoyait pas d'aller au-delà d'une déclaration symbolique. » (ma traduction)

Barcelone. Le ralliement prolétarien passe nécessairement par la jonction de l'indépendantisme et du projet de société. La libération nationale et l'émancipation sociale sont les deux côtés de la même médaille anticapitaliste.

Un réformisme social-libéral n'est pas un projet de société

On constate que l'unilatéralisme même dans des conditions favorables de mobilisation importante et ascendante créée par uniquement le chauvinisme outrancier, sans projet de société alternatif, mène dans le mur de la défaite²¹. On imagine le désastre d'un unilatéralisme à vide. On objectera que QS a un projet de société. En effet, celui potentiel du plein emploi écologique, centre d'intérêt de cette jeunesse par ailleurs en désaffection indépendantiste, dont il avait voté les principes au congrès de révision du programme du printemps 2016... disparus de la plate-forme électorale 2018²². On rétorquera que ce congrès-ci vient de voter une plateforme où tout y est. C'est ignorer qu'une interminable liste d'épicerie par ordre thématique alphabétique sans choix de revendications prioritaires incarne plutôt une fédération de groupes de pression qu'un parti politique proposant un projet de société. Celui-ci comporte un corps restreint de claires, concises et concrètes revendications clefs articulées autour d'une orientation en constituant l'épine dorsale, le tout étant un appel à la mobilisation dans les urnes et surtout dans la rue²³.

Il n'est pas innocent que le congrès n'ait pas été saisi de la question des priorités de la plateforme, que le comité électoral du parti ait refusé de partager ses vues sur cette question avec le congrès lors d'une longue présentation, que l'ordre arbitraire de discussion des thèmes au congrès excluait pratiquement, étant donné les limites de temps, les thématiques écologie et souveraineté. La direction ne voulait aucunement que la mise à l'écart des revendications écologiques radicales votées en 2016 ou que le renversement de la décision sur la constituante du même congrès par l'entente avec ON soient rediscutées. Elle ne voulait surtout pas être dans l'obligation terriblement gênante, le cas échéant, d'essayer de convaincre le congrès qu'il n'avait pas le droit de le faire malgré qu'il incarne la souveraineté du parti. En un mot, la direction du parti se satisfait de son actuelle politique de communication de critiques moralisantes débouchant de temps à autre sur des propositions de réformes sociales-libérales au gré de la conjoncture parlementaire²⁴.

Mais rien n'est encore perdu si sous pression de la base militante du parti, laquelle s'est faite nettement sentir au congrès sur ce point, la direction est contrainte de choisir un éventail restreint de revendications de la plateforme qui prises ensemble et reformulées avec concision deviennent un succédané de projet de société vaille que vaille. On pense à l'ensemble des revendications pourtant sur la gratuité (scolaire, soins dentaires, oculaires, garderies) dont celle sur la gratuité du transport collectif sur dix ans, oubliée des porte-parole, qui recèle une mobilisation écologique tout comme la gratuité

21 Bien sûr, ce bilan est temporaire. Le surgissement de comités de base, où la gauche anticapitaliste est très impliquée, en processus de fédération nationale et qui mettent de plus en plus à leur ordre du jour le projet de société est garant d'une nouvelle vague surtout si le courant indépendantiste, qui vire rapidement à gauche, gagnait l'élection du 21/12/17

22 Voici ce que dit le programme et qu'ignore la plate-forme : « Afin de rattraper le retard accumulé par rapport à nos engagements internationaux et afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius, il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990. [...] ...il importe de rejeter les moyens d'action qui nous mèneraient vers un maintien du statut quo : S'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif. Rejeter les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.). S'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres. »

23 On trouvera sur mon site une proposition de projet de société en annexe du texte « [L'appel d'air pour le transport public gratuit des élections municipales – La voie est tracée pour le plein emploi écologique Solidaire](#) », 10/10/17

24 Le débat du congrès sur « la répartition du pouvoir dans un gouvernement solidaire de transition » n'est pas rassurant à cet égard. Pour régler une lutte d'influence entre les deux porte-parole pour le poste de Premier/ère ministre, ce qui déterminera celle ou celui qui participera au débat des chefs lors de la prochaine campagne électorale, il était proposé de bonifier les pouvoirs du/de la Vice-premier/ère ministre... avec des prix de consolation pour le Conseil des ministres et la députation. Dans ce partage biaisé, l'input du parti était ignoré. Le congrès a renvoyé la direction à ses devoirs.

scolaire l'a été pour le Printemps érable de 2012. S'ajoutent celles sur le rejet pétrolier, le salaire minimum de 15\$, le revenu minimum garanti, l'abolition des écoles privées et des cliniques privées, la salarisation des médecins, la Banque d'État et les nationalisations des ressources naturelles stratégiques et de l'internet, la construction de 50 000 logis sociaux écologiques, l'interdiction du lock-out et des injonctions, le droit de grève sociale, la francisation des entreprises de 10 employées et plus, la commission d'enquête sur le racisme, l'embauche de personnes minorisées dans le secteur public en fonction de leur proportion dans la population²⁵. Comprenons-nous bien : il s'agit de priorités à utiliser systématiquement dans les affiches électorales, la publicité, les dépliants, les réseaux sociaux et surtout, surtout dans les discours de porte-parole et députation y compris lors du débat des chefs.

Le bilan à ce jour de la lutte catalane selon la CUP, le parti des deux députées invitées au congrès

Le parti aurait intérêt à s'inspirer de ses deux invitées-députées de la gauche anticapitaliste catalane qui sont montées sur la scène poing levé pour expliquer que « *la lutte indépendantiste est une lutte de classe* »²⁶, ce qui non seulement s'oppose frontalement à l'indépendantisme droitier d'ON mais aussi à celui réformiste de la direction Solidaire. Manon Massé, la porte-parole femme, a d'ailleurs caractérisé dans son discours de clôture sur le thème de la souveraineté de « *révolution citoyenne* » à la Mélanchon « *la nature profondément révolutionnaire du processus de l'indépendance* » qui concluait l'entrevue de GND à l'organe de la gauche péquiste. Il ne faut pas cependant se tromper de révolution. Pour la CUP, le parti des deux invitées Solidaire, « *[i]l est nécessaire d'abandonner le discours des droits humains qui nous positionne comme victimes et qui interpelle les États que nous croyons plus "démocratiques" [...] il faut établir des stratégies d'autodéfense conjointes qui positionnent la classe ouvrière comme protagoniste et non comme sujet passif dépendant d'acteurs tiers pour la reconnaissance des violations des droits démocratiques* »²⁷.

La CUP précise que le « *contexte de crise économique, l'indépendantisme est devenu de plus en plus un outil d'émancipation sociale. [...] Pour gagner les secteurs de la classe ouvrière et des classes populaires indécis sur la lutte pour l'indépendance, nous devons inclure un agenda social dans notre feuille de route, pas seulement parce qu'il est juste que la classe ouvrière et les classes populaires puissent vivre mieux, mais aussi parce qu'ils ont besoin d'objectifs qui leur permettent de visualiser la difficulté de la lutte pour la république [...] dans cette phase de début de déploiement de la République, il faut mettre sur la table au minimum les indispensables points suivants :*

- *La création d'une puissance financière propre (banque centrale catalane et banque publique) qui permettrait de contrôler les pouvoirs économiques et de travailler pour une véritable souveraineté économique.*
- *Le contrôle des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les communications et les transports. Aller vers la nationalisation de l'eau et des énergies, la gestion publique à 100 % des transports déjà propriété publique. [...]*
- *La mobilisation immédiate pour l'expropriation sans compensation pour des raisons d'intérêt général de tout le parc des habitations vides appartenant aux banques et grands propriétaires à incorporer dans un secteur public du logement.*

25 Il faut quand même se rendre compte qu'existe dans le parti un courant ultra-réformiste qui au nom du réalo-réalisme du cadre financier respectueux des contraintes néolibérales, de l'éthique de l'égalité citoyenne entre patronat et prolétariat et de l'expertise patentée bornée par le marché, quand ce n'est pas par carriérisme, s'oppose à des revendications telles la semaine de 35 heures rejetée par le congrès. Il y eut même une intervention qui a défendu le droit patronal au lock-out!

26 À propos du référendum québécois de 1995 : « ...le vent [tourne] en faveur du Oui à partir de l'affaire Garcia [alors PDG de Standard Life] – qui avait déclaré vouloir «écraser» les séparatistes – et nous ajouterions que la mobilisation populaire s'est amplifiée quand Parizeau a adopté ce que Lysiane Gagnon avait qualifié à l'époque de discours de "lutte de classe." » (L'aut'courriel n° 58, 9 avril 2004, commentant le livre de Pierre Duchesne, Jacques Parizeau, Biographie non autorisée, 1985-1995, Tome III, *Le Régent*. Éditions Québec-Amérique.)

27 CUP, [Catalogne : Vers la République du Premier Octobre – Résolution politique](#), ESSF, 12/11/17

• *La fin du déploiement, la neutralisation et l'expulsion des forces d'occupation, afin de permettre un contrôle efficace du territoire. »*

« Un tel plan de choc aurait associé d'importants secteurs de la classe ouvrière et des classes populaires à la lutte républicaine. » Pour la CUP, l'orientation politique de la direction droitière du camp indépendantiste *« en matière sociale et de genre a été un programme qui, malgré une certaine rhétorique plutôt progressiste, ne remettait pas en cause l'essentiel du modèle néolibéral, l'application de l'austérité et les privilèges et prébendes des secteurs fortunés »*. Rappelons-nous que *« l'entente de principes »* avec ON se réclame du *« progressisme »* et non pas de la *« gauche »* de la Déclaration de principes de 2006. À cet égard, *« comme une autocritique qui doit nous être aussi adressée, la CUP-CC, de manière trop systématique, a intériorisé le discours de la gestion de la misère comme un moindre mal. »*

En ce qui concerne la dynamique de la lutte, *« il a aussi été démontré que l'État espagnol, comme la majorité des États, ne comprend que la mobilisation massive et les faits. La lutte de libération nationale a toujours demandé que des grandes masses de la population soient disposées à affronter la violence et la répression de l'État²⁸. Cela ne veut pas dire se sacrifier, mais voir clairement que l'État espagnol ne cédera pas au verdict des urnes et qu'il faudra résister à sa répression. Dans ce sens, durant la législature et pendant la préparation du référendum, cette capacité répressive de l'État a été sous-estimée... »* [...] *Le discours "fidélité à la loi" et "la révolution des sourires", que nous avons à peine tenté de combattre timidement pour ne pas rompre l'unité, n'a pas servi pour ce que nous allions faire et n'a pas préparé la classe ouvrière et les classes populaires... »*

En conséquence, *« nous avons fonctionné avec, d'une part, la nécessité de mobiliser la classe ouvrière et les classes populaires [...] sans mobilisation populaire, il est pratiquement impossible de gagner des victoires dans les institutions. [...] Les concepts de la désobéissance civile, de débordement et d'auto-défense des droits ont été mis en évidence à plusieurs reprises dans le discours public de la CUP-CC. Ils ont été affichés dans la pratique politique avec l'ensemble de la société. [...] À la CUP, nous avons travaillé historiquement, et surtout ces derniers temps, dans une logique de désobéissance civile et en en assumant les conséquences. »*

Marc Bonhomme, 9 décembre 2017

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

²⁸ Souvenons-nous que lors du Printemps érable, c'est la loi répressive anti-manifestation qui avait brièvement mobilisé le soutien à la gent étudiante dans le concert des casseroles et dans les comités de quartier afférents.